

Mot-clé Belgique : réforme de la déduction fiscale pour revenus de brevets

Dans le *Moniteur belge* du 11 août 2016, la loi du 3 août 2016 portant dispositions fiscales urgentes a récemment été publiée. Cette loi abroge rétroactivement à partir du 1^{er} Juillet 2016 les dispositions relatives à la déduction fiscale pour revenus de brevets (articles 205¹-205⁴, 236bis du CIR/92).

Ce système introduit à partir de l'année 2007 permet aux entreprises de déduire 80% des revenus provenant de brevets de la base imposable. Par cette modification, la Belgique suit l'exemple de plusieurs pays de l'Union européenne qui sur base des travaux de l'OCDE, en particulier de l'action 5 du Plan d'action BEPS (Erosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices) abolissent les fameuses «patent boxes». Le Luxembourg avait déjà emprunté le même pas fin de l'année 2015 (voir à cet égard notre précédent article <http://www.thg.be/PDF/012016.pdf>), dans la mesure où son système avait également été considéré comme une pratique fiscale dommageable.

Suivant l'exemple du Luxembourg, le législateur belge prévoit néanmoins une période transitoire de cinq ans. Ce régime facultatif, qui est applicable jusqu'au 30 juin 2021, permettra aux entreprises de déduire 80% des revenus des brevets (y compris licences), concernant des brevets (a) obtenus avant le 1^{er} juillet 2016 et pour lesquels la déduction est déjà appliquée, (b) demandés avant le 1^{er} juillet 2016 ou (c) ont été acquis avant le 1^{er} juillet 2016 de la part de tiers et dont les produits ou procédés brevetés seront améliorés ultérieurement (voir article 543 du CIR/92 modifié). Les dispositions modificatives prévoient également que les dispositions transitoires ne sont pas applicables aux brevets qui ont été acquis directement ou indirectement d'une société associée à partir du 1^{er} janvier 2016.

Selon des sources bien informées, le législateur belge ainsi que le législateur luxembourgeois travaillent sur un nouveau régime qui remplacera rétroactivement l'ancienne « patent box » à compter du 1^{er} juillet 2016. En Belgique, le nouveau système de « déduction pour revenu d'innovation » coexistera jusqu'au 30 Juin 2021 avec le régime transitoire.

Les nouveaux systèmes seront principalement construits sur base de l'approche «nexus» de l'OCDE. Selon cette approche, les revenus éligibles dans le cadre de la nouvelle déduction fiscale seront, en principe, limités proportionnellement aux coûts que l'entreprise a supporté en interne pour le développement des droits de propriété intellectuelle.

Dans le cadre de la nouvelle législation, il serait effectivement souhaitable que le législateur belge élimine les faiblesses de l'ancien système en étendant la déduction à d'autres droits de propriété intellectuelle. En effet, selon le plan d'action de l'OCDE, outre les brevets, les droits d'auteurs sur logiciels et les obtentions végétales sont considérés éligibles. De même, le système abrogé s'appliquait déjà aux redevances de licences (royalties), ainsi qu'à la partie du prix de vente du produit ou du service lié au brevet (embedded royalties). A cet égard, il serait également souhaitable que le législateur belge suive le pas du Luxembourg en intégrant les plus-values de cession de droits de propriété intellectuelle dans le système.

Des questions ? Intéressé par le sujet ? Contactez-nous.



Raymond Bindels

Conseil en propriété intellectuelle

Senior European and Benelux Trade mark and Design Attorney

raymond.bindels@thg-ip.solutions

thg IP Solutions Sàrl

61, Gruuss-Strooss, L-9991 Weiswampach

www.thg-ip.solutions

Member of  *group*